

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article568>

UGTG & mouvements sociaux : hebdomadaire "Le Point"

- Revue du web - Des écrits sur l'UGTG -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : vendredi 5 septembre 2008

Mis à jour le : mercredi 12 novembre 2008

UGTG.org

« Guadeloupe - La grève de trop »

Article publié le 19 janvier 2007

[[-](#)] [Lien vers l'article](#)

La menace du groupe Accor de se retirer des Antilles est intervenue au moment même où une grève dure contre le pétrolier Texaco était menée par l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG). De quoi donner raison à l'hôtelier, parti en guerre contre le climat social de l'île. Otages ou complices ? Les Guadeloupéens ne comprennent plus. Reportage

« Regardez comme l'endroit est fabuleux ! On ne peut pas laisser faire ça ! » Lunettes de soleil jaunes, mèches blondes, Vincent, animateur sportif de son état, prend des accents nostalgiques. « Tout le monde est venu ici. Belmondo, Souchon, Fabius, le prince Abdallah... On a fait des fêtes extraordinaires... Des feux d'artifice... Des gâteaux géants hélitreuillés avec des filles à l'intérieur... Regardez-moi cette vue ! »

C'est vrai. Des terrasses de l'hôtel Méridien, à Saint-François, la carte postale est parfaite. D'abord les hibiscus et les bougainvillées. Et puis à vingt mètres, entre les palmiers caressés par la brise de novembre, une plage de sable d'un blanc étincelant et le lagon turquoise... A 25 degrés, bien sûr.

Rien ne manque. Sauf les vacanciers ! Car, ici, on vit une version balnéaire du désert des Tartares. Les 120 salariés du Méridien sont à leur poste, mais l'établissement de 263 chambres ne compte que... 10 clients. Un vaisseau fantôme plongé dans la pénombre (à l'exception du quatrième étage, encore éclairé) en perdition sur la Riviera guadeloupéenne ! Et sanctionné par la loi du marché : déficit, dépôt de bilan, lâchage des tour-opérateurs, attente d'un hypothétique repreneur. Seuls les employés s'accrochent. Ils ont bien tenté de retenir leur patron. Mais celui-ci a rejoint en catimini son Ecosse natale, il y a quinze jours, après avoir mis trois semaines à sortir discrètement ses bagages, cachés dans un club de vacances voisin. Depuis, ils attendent. S'accordent des « siestes énormes » et bradent les chambres à 100 euros (contre 150 habituellement) à de très rares touristes arrivés en Guadeloupe sans réservation. Mais, au fil des jours, la situation se dégrade. Les viennoiseries durcissent, le pain manque, la bière ne coule plus et la piscine se teinte d'une couleur verdâtre.

Nourrie aux aides publiques

L'un des plus beaux palaces de l'île s'enfoncé. Symbole du malaise de tout un pays. Car les cocotiers n'y changeront rien. La Guadeloupe va mal. Tourisme en berne, grèves à répétition, chômage endémique (23,6 % !) : « Nous ne sommes pas dans un pays développé ni même sous-développé, mais mal développé », tranche Raphaël Speronel, sociologue d'entreprise. Un chiffre : le revenu par habitant de la Guadeloupe (12 000 euros) se situe 44 % en deçà de celui de la moyenne métropolitaine. « Tout le monde présente sa facture, explique Daniel Marival, directeur délégué de Radio Caraïbes, les autochtones qui n'ont pas oublié leur statut de fils d'esclaves, mais aussi les Blancs qui portent le poids de la culpabilité. » Résultat : la sclérose gagne une île de 430 000 habitants, nourrie depuis toujours au lait des aides publiques.

Le groupe Accor en tire les leçons. Et menace de se retirer des Antilles. Non sans fustiger, par la voix de Gilles Péliisson, son cofondateur, « le climat social détestable », « l'attitude inamicale, voire agressive, du personnel » et « la productivité franchement mauvaise ». Une charge violente. Très mal vécue dans l'île et dénoncée par les élus de tous bords. Dans une tribune publiée la semaine dernière par France Antilles, Lucette Michaux-Chevry, la présidente

de région, déplore « l'image dévastatrice » laissée par des propos de « chasseurs de primes ».

Climat social empoisonné

Indignation justifiée ? Oui, car les mots ont blessé l'âme guadeloupéenne. Non, parce que le climat social est bel et bien empoisonné. « Quand on se réveille le matin, on ne sait pas si on aura de l'eau, de l'essence ou de l'électricité », prévient Ary Ancelade, le responsable de la Fédération du bâtiment. « On vous colle dix jours de grève avant de commencer à discuter », renchérit Patrick Vial-Collet, le président du Medef Guadeloupe. Lequel sort de sept mois de conflit survenu dans ses trois restaurants Kentucky Fried Chicken. « On a vingt ans de retard dans les relations sociales, ajoute Philippe Chevallier, le directeur général d'Air Caraïbes. Quand je suis arrivé, il y a trois ans, des employés m'ont demandé s'ils seraient augmentés en laissant partir les avions à l'heure ! Voilà le résultat de pratiques patronales pas toujours respectueuses du Code du travail et d'un syndicalisme digne de la CGT de la belle époque », s'emporte-t-il. Et encore ! Krasucki apparaîtrait bien falot face au « démon » local des employeurs. Son nom : UGTG (Union générale des travailleurs de Guadeloupe). Sa feuille de route : déplacer la lutte indépendantiste sur le terrain social. En recourant à des méthodes radicales. Certes, le poseur de bombes corse a encore un temps d'avance, mais l'UGTG dispose déjà d'un redoutable pouvoir de nuisance. En moins d'une semaine, le « syndicat » a pratiquement réussi à paralyser l'approvisionnement de l'île en essence. Prétexe ? Le refus du groupe Texaco de confier la location-gérance de l'une de ses stations à quatre membres de l'UGTG. Une décision souveraine de l'entreprise, juridiquement inattaquable. Et pourtant mise en question par le syndicat, qui y voit une discrimination. Barrages, tuyaux des pompes sectionnés, accès aux cuves de stockage bétonné, pneus crevés, menaces à l'encontre des chauffeurs non grévistes sur l'air « on sait où tu habites et où tes enfants vont à l'école ». Devant ce déferlement, Texaco, comme Accor, menace de plier bagage.

L'opinion se retourne

La psychose s'installe. Devant les stations, les files d'attente des automobilistes s'étirent sur 300 mètres et la police se voit contrainte d'escorter les camions-citernes. Satisfaite de son effet, l'UGTG ? Nullement. Le syndicat extrémiste a voulu tenter un coup d'éclat : investir le principal dépôt pétrolier de l'île, près de Pointe-à-Pitre. Un site sensible, classé Seveso, sur lequel l'utilisation des portables est même proscrite en raison des risques d'incendie. Une centaine de manifestants ont donc ouvert les vannes de camions, répandant 10 000 litres d'essence sur le sol. Et l'un d'entre eux a allumé son briquet. Par provocation. Une folie. « Policiers et syndicalistes pataugeaient dans l'essence, c'était moins une pour une catastrophe de type AZF », raconte-t-on à la préfecture. L'intéressé a été maîtrisé et incarcéré. L'action de trop de l'UGTG ? « L'opinion se retourne. Elle ne comprend plus son jusqu'au-boutisme », assure un haut fonctionnaire. « Il y a cinq ans, ils auraient mobilisé une bonne partie de la population guadeloupéenne. Là, c'est fini », insiste Ferdinand Quillin, le leader de Force ouvrière.

Ce soir-là, il est vrai, au sud de Pointe-à-Pitre, le rassemblement organisé sur le piquet de grève du syndicat fait un flop. Les 8 000 militants attendus ne sont pas au rendez-vous. Seule une centaine d'irréductibles stationnent devant un abri bâché sous lequel s'entassent de vieux matelas en mousse, une télévision, deux congélateurs et des palettes destinées à dresser les barrages des jours suivants. Du riz et de la morue cuisent dans un faitout. Parmi les présents, il y a Georges, l'unique « ugétégiste » d'Air France. « L'esclavage est aboli et pourtant l'asservissement continue », dit-il, appuyé sur son parapluie. Il y a aussi Lucette, employée au Crédit agricole, tout droit sortie d'un film colonial avec sa robe à pois et son collier de perles. On trouve également Albert, salarié du port, « prêt à tout faire péter ». Et Sabine, vingt ans de Sécurité sociale à son actif, qui n'a « pas oublié l'histoire de France et la prise de la Bastille ». Les chefs enchaînent les discours. « Nous devons reprendre notre statut de fils d'esclaves pour aller chercher notre camarade emprisonné », s'enflamme Gaby Clavier, 47 ans, le leader historique du mouvement. « Il faut que la peur change de camp », renchérit Raymond Gauthierot, le secrétaire général, un ancien de la Sécu, un faux calme à la face de boxeur et dont le fils filme, ce soir-là, la prestation. La centaine d'indépendantistes entonne enfin, en créole, l'hymne révolutionnaire, le poing levé : « Il faut sauver le pays et gagner notre liberté... »

Et la Guadeloupe s'endort sans une goutte d'essence. Ou presque. Fidèle à sa réputation de terre de conflits. Il suffit de recenser les mouvements de grève quotidiens. « Jusqu'à 35 par jour ! » fait valoir la préfecture. Souvent à l'initiative des syndicats des collectivités locales, partis à la chasse aux titularisations. Et puis parfois EDF entre dans la danse. Une phrase malheureuse d'un directeur adjoint au sujet de l'avancement d'un employé a eu pour effet de plonger l'île dans le noir lors du dernier réveillon de Noël. L'année 2001 a battu tous les records : 1 964 journées non travaillées en Guadeloupe... Soit une hausse de 75,5 % par rapport à l'année précédente ! Et 2002 s'inscrit dans la même tendance.

Alors, que font les politiques ? Rien. Pas une déclaration publique sur les troubles actuels. Sollicitée à plusieurs reprises par Le Point, Lucette Michaux-Chevry, la présidente de région, n'a pas souhaité s'exprimer. La classe politique locale, déconsidérée, ne poursuit qu'un but : ménager son opinion et profiter de la manne de l'Etat. Sans aucune obligation de résultat.

« Tout cela ne coûte pas cher »

Témoin, la gestion catastrophique des communes de l'île. Seize d'entre elles sur 34 affichent des comptes déficitaires et truqués. « On fait la chasse aux factures dans les tiroirs », commente-t-on pudiquement à la chambre régionale des comptes. La commune du Petit-Bourg détient la palme de la mauvaise foi. Après examen, son déficit 2001 se révèle finalement près de cinq fois supérieur (8,9 millions d'euros) au chiffre officiel.

Des maires admettent l'effort à consentir, mais aussi leur impuissance. « Je pourrais fonctionner avec 150 agents au lieu de 600 aujourd'hui », a déclaré Julien Chovino, le maire de Morne-à-l'Eau. Mais l'UGTG veille... Le conseil général prend, lui aussi, des libertés avec les deniers de l'Etat. La chambre régionale pointe ainsi la facture annuelle de ses 34 téléphones portables : 93 600 euros ! Sans parler de l'université, en cessation de paiement depuis une semaine pour avoir vécu au-dessus de ses moyens. Du coup, les entreprises sont les premières à faire les frais de la gabegie publique. Car les défauts de paiement pullulent. « J'ai 40 000 euros dehors par la faute d'une collectivité qui ne m'a pas réglé mes charpentes. Et, en plus, je reçois une lettre recommandée m'informant de la résiliation du contrat », fulmine Jean-Claude Bayona, le patron de Batimex, une PME du BTP.

Les impôts combleront les passifs, objectera-t-on. Encore faut-il qu'ils rentrent ! Changements d'adresse, constructions sauvages... 40 % des impôts locaux réclamés par le fisc ne sont jamais acquittés. « Je porte moi-même à la trésorerie mes déclarations, sinon le courrier n'est pas traité et je disparaîs des fichiers informatiques », raconte un hôtelier.

Face à l'incurie locale, la métropole a trouvé la parade. Irresponsable mais simple : signer des chèques. Une façon d'acheter la paix sociale. « Tout cela ne nous coûte pas cher », a confié Jacques Chirac à quelques représentants guadeloupéens lors de sa dernière campagne présidentielle. Plus de 1,2 milliard d'euros par an, tout de même ! Dépensés sous forme d'aides sociales. Principalement au profit d'une star adulée sous le soleil des Caraïbes : le RMI. Il fait vivre 13 % de la population. Et le nombre de ses bénéficiaires croît en moyenne de 7 % par an. Son effet pervers, chacun le connaît. Il n'incite guère à retrouver un emploi. Car, ici, le travail au noir règne en maître. L'équivalent de 18 % du PIB selon des estimations officieuses. Largement alimenté par le BTP et l'industrie de la banane (respectivement 3 000 et 1 000 clandestins). Alors, le RMI ajouté à un petit boulot, beaucoup s'en contentent ! D'autant qu'il n'interdit nullement l'octroi d'un crédit automobile... Ludovic, 38 ans, vit ainsi depuis onze ans. « Ici, on ne vous offre pas d'emploi stable », dit-il. Il effectue donc de petits travaux de menuiserie, vend du poisson. Mais, depuis un an, il ne touche plus son RMI. L'administration a perdu sa trace. Alors, il squatte à Pointe-à-Pitre une maison inhabitée (sans eau mais avec la climatisation). Et prend ses repas au Secours catholique. Plus pour longtemps. On lui a promis de nouvelles allocations. « Avec cette somme, je vais essayer de partir en Guyane », lâche-t-il. « Même si une grande majorité de RMistes se complaisent dans cette situation, il nous serait impossible de combattre la pauvreté sans ce revenu, reconnaît Georgette Dibady, directrice déléguée du Secours catholique. Ici, la

misère s'étend. Nous recevons dix familles dans le besoin par jour. » Sans parler des ravages de la drogue. Dans le quartier de l'Assainissement, à Pointe-à-Pitre, lieu de tous les trafics, Mario, 26 ans, foulard noir autour de la tête et anneaux dorés aux oreilles, a déjà le regard perdu dès 2 heures de l'après-midi. « Je toucherai le RMI à partir du mois prochain », parvient-il néanmoins à articuler.

Relance de la défiscalisation

Plongée dans un assistantat généralisé, la Guadeloupe peine à développer ses propres ressources. Son taux d'autosuffisance ne dépasse pas 9 %. Jadis, la canne à sucre et la banane contribuaient à la richesse, mais aujourd'hui les deux filières agonisent, perfusées, elles aussi, de subventions.

Reste le tourisme. Le seul vecteur de recettes. Seulement, depuis deux ans, il cumule les handicaps. Concurrence des îles voisines (Saint-Domingue, Cuba), desserte aérienne chahutée par la restructuration des transporteurs (AOM, Air Lib), parc hôtelier vieillissant (la moitié des chambres nécessitent une remise à niveau)... La destination Guadeloupe bat de l'aile et les réservations plongent (- 13 % cette année et - 9 % en 2001). Le sursaut ? Il passerait, dit-on, par un meilleur accueil. Certes, les « mondialistes » du sourire tiquent. Le Guadeloupéen n'est pas docile. Mais pas moins qu'un Parisien ou un Lillois. « C'est sûr, pour des séjours courts, nos clients sont parfois surpris, admet un GO du Club Med de Sainte-Anne en refermant les volets de son bar. Il faut six mois pour briser la glace, et là tout baigne. » Quant à l'insécurité, elle alimente beaucoup de fantasmes. Elle progresse sur l'île mais demeure en deçà des ratios métropolitains. Depuis le début de l'année, elle reflue même à Pointe-à-Pitre (- 17 % !). Alors, d'accord, l'accueil est perfectible mais pas alarmant.

En vérité, le rebond exige d'abord des investissements. Or les entreprises sont exsangues. « On a des coûts salariaux énormes, se plaint Nicolas Vion, propriétaire de l'hôtel La Maison créole et président de la Fédération des professionnels de l'hôtellerie et du tourisme. Cinq fois supérieurs aux autres îles des Caraïbes ! J'aurais moi-même déposé le bilan depuis longtemps si je n'avais pas un fonctionnement familial. » La lourdeur du Code du travail métropolitain associée à l'obstruction syndicale de l'UGTG, très présente dans le secteur, constitue, il est vrai, un cocktail détonant. Conséquence : ici, les hôteliers paient la RTT au prix fort. Sans modulation saisonnière et sans possibilité d'introduire des coupures horaires dans la journée de travail. Du coup, lorsqu'une équipe suffit dans l'Hexagone, il en faut deux en Guadeloupe. Celle du matin et celle du soir ! Confrontée à une perte de compétitivité, la profession a beau rebattre les cartes, elle ne voit qu'une issue : l'appel à l'Etat. Une fois encore ! Elle fait donc pression pour obtenir une nouvelle exonération de charges sociales jusqu'à 1,6 smic. Et relancer la défiscalisation, quasi abandonnée depuis la fin de la loi Pons et forcément attractive pour les investisseurs. Le gouvernement devrait se laisser convaincre. Une façon de remettre la Guadeloupe sous cloche.

« Rémon le terrible »

Article publié le 19 janvier 2007

[[-](#)] [Lien vers l'article](#)

« Cela fait deux mois que ce conflit dure. Si nos camarades décident de couper l'eau ou l'électricité, il ne faudra pas nous le reprocher. » Raymond Gauthierot, 47 ans, raccroche son portable. Ce jour-là, il tente de convaincre du bien-fondé de sa position un propriétaire de station-service, affolé par l'extension du conflit de Texaco. Pas sûr qu'il y soit parvenu. La voix est douce, mais il ne faut pas s'y fier. L'homme fort de l'UGTG (Union générale des travailleurs de Guadeloupe) est un combattant. Servi par un lointain passé de boxeur. Un dur rompu depuis dix ans aux coups de force de son syndicat. Et qui s'épanouit dans l'action. Son heure de gloire (même s'il s'en défend) : avoir été filmé un jour par CNN brandissant un bâton face à un non-gréviste. *« Les autres syndicats ont capitulé »*,

lance-t-il pour justifier ses méthodes peu orthodoxes destinées d'abord à « *lutter contre l'exploitation capitaliste et libérer le peuple guadeloupéen* ». « *Sur le terrain, on n'est pas très différents de vos agriculteurs* », dit-il en souriant.

Depuis 1985, l'ancien agent de maîtrise de la Sécurité sociale a gravi tous les échelons de la pyramide syndicale. Il a d'abord créé une section à la caisse générale de Sécurité sociale de Pointe-à-Pitre. Pour la rattacher cinq ans plus tard à l'UGTG. Dès lors, « Rémon », hantise des patrons, cultive son image de casseur. Laquelle lui vaut plusieurs condamnations.

Depuis son arrivée à la tête du syndicat, en mars, il tente de polir sa réputation. Son prédécesseur, Gaby Clavier, figure historique du mouvement, jouit, il est vrai, d'un charisme qui lui fait défaut. Alors, Gauthierot ne ménage pas sa peine. Surtout à l'égard de la presse. Pour montrer sa bonne composition, il laisse entendre que la vague des conflits est désormais derrière lui. « 70 % des blocages sociaux sont surmontés. Il faut se battre pour les 30 % restants », disait-il la semaine dernière, deux heures avant de partir à l'assaut du centre de stockage pétrolier de Pointe-à-Pitre. Un acte fou qui a bien failli déclencher la plus grande catastrophe de l'île. « Rémon le terrible » n'a pas changé T. F. et M. N.

« Guadeloupe - Coup de chaud »

Article publié le 19 janvier 2007

[\[-\] Lien vers l'article](#)

Déjà confrontés à une sécheresse historique qui a contraint les autorités à rationner l'eau dans ce département, les Guadeloupéens ont dû, ces derniers jours, limiter également leur consommation d'essence. En cause, le blocus opéré par l'Union générale des travailleurs guadeloupéens (UGTG), le syndicat indépendantiste de l'île, après qu'un de ses dirigeants, Michel Madassamy, a été incarcéré pour avoir saccagé deux magasins, le 27 mai dernier, jour de la commémoration, sur place, de l'abolition de l'esclavage.

Des stations-service ont certes été réquisitionnées par le préfet, mais la mobilisation pour exiger la libération du syndicaliste a touché de plein fouet l'industrie touristique locale. Les annulations ont été massives et la clientèle a dû être détournée vers d'autres destinations dans les Caraïbes. Excédés, certains groupes hôteliers ont même menacé de quitter le pays. De leur côté, les compagnies aériennes ont également fait les frais de ce contexte social tendu.

Dès l'an prochain, le patronat local a proposé de faire du 27 mai une journée fériée et chômée. Ce à quoi le leader de l'UGTG, Gaby Clavier, a répondu favorablement. Ce coup de chaud est intervenu à quelques jours de la première réunion du congrès qui doit permettre aux élus du conseil général et du conseil régional de tracer des perspectives d'évolution statutaire.

« Spécial outre-mer : Social - Le dialogue impossible »

Article publié le 24 janvier 2007

[\[-\] Lien vers l'article](#)

Des conflits sociaux à répétition, aussi durs qu'imprévisibles, mettent à mal l'économie des Antilles. Ils sont appuyés sinon encouragés par des syndicats aux dirigeants souvent extrémistes et parfois même indépendantistes.

Il ne se passe pratiquement plus de semaine sans qu'un conflit paralyse une entreprise, une collectivité locale, les infrastructures routières ou portuaires, voire toute l'économie guadeloupéenne ou martiniquaise. Les maires de la Guadeloupe doivent à leur tour faire face à la fronde syndicale, pour des questions de titularisation d'agents et de rémunération légale. Une conséquence de leur politique clientéliste d'embauches massives.

L'an dernier, pas moins de 37 000 journées individuelles non travaillées ont été comptabilisées dans les deux îles - dont près de 23 000 en Martinique. Aucun secteur n'est préservé. Le blocage du port de Pointe-à-Pitre par les dockers, à la mi-1998, et celui de Fort-de-France, en fin d'année, par une cinquantaine d'ouvriers de la banane, pendant six semaines, ont terriblement fragilisé un tissu économique constitué à plus de 90 % d'entreprises de moins de dix salariés, à la trésorerie des plus précaires. D'où des dépôts de bilan propres à aggraver le chômage.

En fait, deux logiques s'affrontent. D'un côté, celle des salariés, qui aspirent à des augmentations pour « partager les richesses » - fussent-elles limitées - et, de l'autre, celle d'un patronat qui se dit soucieux de préserver l'activité. Le dialogue social est d'autant plus bloqué que certains syndicats, comme l'union générale des travailleurs de la Guadeloupe (UGTG, indépendantiste), majoritaire dans les secteurs clés, ne raisonnent qu'en termes d'affrontements. Son leader, Gaby Clavier, véritable terreur des patrons, déclare que son jusqu'au-boutisme est « un choix politique ». Son objectif : « transformer les rapports sociaux en éliminant les résidus du colonialisme à la française. » L'UGTG privilégie donc la manière forte, sans trop se soucier du sort des entreprises.

La même conception du « front social » s'observe en Martinique. La Centrale syndicale des travailleurs martiniquais (CSTM), courroie de transmission du MIM, le parti indépendantiste d'Alfred Marie-Jeanne, peut tout paralyser sans difficultés. Et d'autres syndicats, comme la CDMT ou la CGTM, très présents dans le secteur du commerce, des transports, de la banane et de la santé, ont prouvé qu'ils savaient en faire autant.

Les moindres conflits peuvent ainsi rapidement dégénérer. D'autant qu'une fois les revendications posées les salariés avancent implicitement des exigences plus abstraites sur le respect et la considération. Selon le psychologue guadeloupéen Raphaël Spéronel, qui observe depuis dix ans les conflits sociaux aux Antilles, « la société antillaise, qui s'est construite autour de la violence, porte encore les stigmates de la période esclavagiste. Il y a une souffrance toujours vivace. D'où cette quête permanente de reconnaissance ». Les récentes festivités pour le 151^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage l'ont encore illustré.

Les mouvements sociaux basculent très vite dans des oppositions de personnes. Les salariés privilégient des actions radicales pour acculer le patron. Ils restent fidèles au dicton local : « cé on dézod ka mèt on lod » (« c'est de la crise que naissent les avancées »). Et, de leur côté, la plupart des patrons semblent d'autant plus vulnérables qu'ils disposent d'une très faible marge de manoeuvre. Aussi les sorties de crise sont-elles problématiques.

Les optimistes relèvent tout de même certains signes encourageants. Notamment en Martinique, où les blocages sont moins fréquents depuis l'arrivée des indépendantistes à la tête du conseil régional. Il est vrai que son premier vice-président n'est autre que le secrétaire général de la CSTM. Par ailleurs, les négociations annuelles s'instaurent dans les entreprises et on assiste à l'émergence, encore confidentielle, d'un syndicalisme plus pragmatique. Il n'empêche. Ce dialogue social impossible risque de laisser les meilleures volontés : « Il faudrait être fou pour continuer à investir ici », tranche un patron exaspéré.